



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 7 mars 2022

## Chine continentale

### Conjoncture [\(ici\)](#)

**Lianghui** : quelles orientations économiques en 2022 ?

**Politique budgétaire** : la PBoC contribuera au budget du gouvernement central à hauteur de 1000 Mds RMB en 2022 via la remise du solde de ses bénéfices

**Inflation** : la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue de fléchir et l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) se stabilise

**Réserves de change** : les réserves de change s'établissent à 3 214 Mds USD en février, en légère baisse mensuelle de 7,8 Mds USD

### Banque et finance [\(ici\)](#)

**Stabilité financière** : la création d'un « fonds de garantie de stabilité financière » a été évoquée lors des Lianghui

**Immobilier** : poursuite des difficultés des promoteurs immobiliers nationaux, dont Logan Group Co.

### Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

**Investissements sortants**: en RDC, le directeur général chinois de l'une des plus grandes mines de cuivre et de cobalt au monde est écarté

**Commerce extérieur**: nouvelle hausse de l'excédent commercial en janvier-février 2022 (source : douanes chinoises)

### Climat des affaires [\(ici\)](#)

**Climat des affaires** : la Chambre de Commerce américaine en Chine publie son rapport annuel sur le climat des affaires

### Industrie et numérique [\(ici\)](#)

**Cybersécurité** : l'ANSSI publie le panorama de la menace informatique 2021

**Politique industrielle** : dans la continuité du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal, le rapport d'activité du gouvernement met en avant le rôle de l'innovation lors des « Lianghui »

**International** : face à l'agression russe en Ukraine, les entreprises du numérique chinoises sont dans une position délicate

**Automobiles** : le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information publie des directives pour établir des standards de cybersécurité pour les données générées par l'automobile

**Innovation** : création d'un laboratoire national pour les télécommunications par l'université de Tsinghua et China Telecom

## Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

**Lianghui** : la sécurité énergétique érigée comme priorité pour l'année 2022

**Énergie** : la Chine s'efforce de maintenir le prix du charbon dans une « fourchette raisonnable », notamment dans ses trois plus grandes régions minières

**Energie** : la Chine souhaite arrêter « en principe » la construction de nouvelles centrales à charbon « destinées exclusivement à la production d'électricité », malgré de nouvelles approbations en 2022,

**Transport** : les conséquences importantes de la guerre en Ukraine sur la logistique Europe-Chine se confirment

**Transport aérien** : les sanctions contre la Russie exposent aussi les entreprises chinoises, loueuses d'avions à des compagnies russes

## Actualités régionales [\(ici\)](#)

**Chongqing** : Suez va étendre un peu plus son activité à Chongqing à travers sa JV Derun Environment

**Cercle économique Chengdu-Chongqing** : publication d'un plan conjoint pour la neutralité-carbone

**Hubei** : CALB et Wuhan Guide Infrared dévoilent des projets d'investissement à Wuhan dans les secteurs des batteries et des équipements intelligents

## Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

### Hong Kong

**Secteur aérien** : perte nette de 706 M USD en 2021 pour la compagnie aérienne Cathay Pacific mais en réduction de 75% par rapport à 2020

**Ventes de détail** : progression de 4,1% au mois de janvier

**Bourse** : nouvelle semaine de forte baisse pour les titres cotés à Hong Kong, le HSI atteignant son niveau le plus bas depuis presque 6 ans

### Macao

**Economie**: le PIB de Macao progresse de 18% en 2021

**Commerce extérieur** : les importations de Macao ont augmenté de 33,6% en janvier 2022

### Taiwan [\(ici\)](#)

**Electricité** : la nouvelle panne générale du 3 mars entraîne la démission du Chairman de Taipower

**Réserves de change** : Taiwan a enregistré une 7ème hausse mensuelle consécutive en février 2022

**Indice de perception de la corruption** : Taiwan progresse au 25ème rang mondial en 2021

**Bourse** : le TAIEX clôture en baisse de 3,15% suite au régime de sanctions économiques adopté à l'encontre de la Russie

**Secteur financier** : Cathay Financial enregistre une progression de ses bénéfices malgré son exposition à la Russie

**Egalité entre les sexes** : Taiwan arrive en haut du classement en Asie

**Start-up** : Perfect Mobile, une nouvelle licorne à Taiwan

### Mongolie [\(ici\)](#)

**Economie et finance** : la dette extérieure a atteint 33,2 Mds USD en 2021

# Chine continentale

## Conjoncture

### Lianghui : quelles orientations économiques en 2022 ?

Les *Lianghui*, ou « deux assemblées », désignent la réunion annuelle de deux institutions politiques chinoises : l'Assemblée nationale populaire (ANP, constituée de 3000 membres) et le Comité National de la Conférence consultative populaire du Peuple chinois (CCPPC, constitué de 2200 membres). Les « deux sessions », qui ont débuté respectivement les jeudi 4 et vendredi 5 mars 2022, sont les dernières avant le XXème Congrès du PCC à l'automne. Trois rapports ont été publiés au début des Lianghui : le Rapport sur le travail du Gouvernement (à la suite du discours de Li Keqiang), présentant les réalisations de l'année 2021 et les objectifs pour 2022 ; le rapport de la *National Development and Reform Commission* (NDRC), détaillant le bilan de l'année 2021 et les objectifs et orientations économiques pour le développement en 2022 ; et le Rapport sur la mise en œuvre des budgets centraux et locaux 2021 et les projections des budgets centraux et locaux pour 2022, publié par le MOF.

Dans la lignée de la « triple pression » précédemment identifiée par XI Jinping, le rapport du Gouvernement fait écho à un contexte économique moins favorable en 2022, et indique que la reprise de la consommation et de l'investissement continue de marquer le pas, alors que le maintien de la forte croissance des exportations est loin d'être acquis. Ainsi, Li Keqiang assure que la « tâche d'assurer une croissance stable doit occuper une place encore plus importante ».

Les principaux objectifs économiques fixés pour 2022 se déclinent comme suit :

- Croissance du PIB d'environ +5,5 % ;
- Plus de 11 millions de nouveaux emplois urbains ;
- Un taux de chômage urbain ne dépassant pas 5,5 % ;
- Augmentation de l'IPC d'environ 3 % ;
- Croissance du revenu personnel alignée sur la croissance économique ;
- Augmentation régulière du volume et de la qualité des importations et des exportations et équilibre de base de la balance des paiements ;
- Production céréalière de plus de 650 millions de tonnes métriques ;
- Poursuite des avancés en matière environnementale ;
- Poursuite de la réduction des rejets de polluants majeurs ;
- La consommation énergétique par unité de PIB devra être « évaluée ».

**Certains objectifs apparaissent relativement ambitieux**, notamment celui de la croissance du PIB, à un taux supérieur aux prévisions des banques (qui s'échelonnent entre +4,5 % et +5 %) et du FMI (+4,8 %) ; et au-delà de la croissance moyenne pondérée sur ces deux dernières années (5,1 %). Le rapport précise que l'atteinte de cet objectif nécessitera des « efforts ardu ».

**S'agissant du *policy-mix*, les orientations pour 2022 reflètent l'objectif de « stabilité » économique à court terme, sans opter pour une véritable relance.** Sur le volet monétaire, les dispositifs de soutien à l'économie mis en œuvre depuis quelques mois devraient être maintenus, par la fourniture de liquidités « raisonnablement abondantes. Le Rapport du Gouvernement encourage le secteur bancaire à (1) augmenter l'encours des prêts (notamment les prêts de moyen et long terme au secteur manufacturier) ; (2) abaisser les taux d'intérêt (*real loan*

*interest rates*); (3) continuer à soutenir l'économie réelle, en particulier via les instruments de prêts inclusifs aux MPME et *relending* au secteur agricole. Enfin, le rapport souligne que le taux de change du RMB sera maintenu à un niveau « stable et adapté » : celui-ci ne devrait donc pas faire l'objet d'arbitrages particuliers dans un contexte où le RMB est particulièrement fort mais n'empêche pas les exportations d'être très dynamiques. Sur le volet budgétaire, les autorités font la part belle aux dépenses (notamment fiscales) en direction des MPME, des sciences et technologies, et des collectivités. Les dépenses gouvernementales générales augmenteront de l'ordre de plus de 2000 Mds RMB (+8,4 %). S'agissant des MPME, outre des dispositifs en faveur de leur meilleur financement (garanties de financement, remises sur prêts, incitations et subventions, etc.), la politique fiscale devrait être particulièrement mobilisée (réduction de l'impôt sur certaines sociétés, remboursements et exonérations temporaires de la TVA pour les petits contribuables professionnels). Ces remboursements et réductions d'impôts devraient atteindre 2 500 Mds RMB en 2022. S'agissant des collectivités, celles-ci devraient être mobilisées pour favoriser la croissance (par des investissements « efficaces » : nouveaux types d'infrastructures, rénovation de bâtiments, constructions au service du bien-être des populations) mais elles font face à un fort endettement, source de préoccupations. Le gouvernement central prévoit donc d'augmenter les transferts de fonds aux gouvernements locaux, qui atteindront près de 9 800 Mds RMB, et de renforcer l'usage du mécanisme direct d'allocation de fonds aux échelons des préfetures et des comtés, tout en stabilisant les émissions de *Local Government Special Purpose Bonds* au même montant qu'en 2021, soit au maximum à 3650 Mds RMB.

**En matière de politiques structurelles, le rapport soutient une politique de l'offre centrée autour de l'innovation, mais s'attaque également au volet de la demande.** Dans la droite ligne du discours de « circulation duale », **l'innovation scientifique et technologique et le développement industriel manufacturier de haut niveau occupent le cœur du rapport**, et en particulier, l'économie digitale (déploiement de la 5G, *smart cities*, villages digitaux). Les autorités mobiliseront l'outil budgétaire (investissements dans la recherche fondamentale, soutien financier à la construction des laboratoires nationaux, politiques fiscales préférentielles sur les dépenses de R&D). La régulation financière est évoquée avec la réforme de l'actionnariat et de la gouvernance des petites et moyennes banques, ainsi que leur capacité à traiter les prêts non performants à leur bilan, et le développement du recours aux marchés de capitaux dans la droite ligne des constats relatifs au trop grand poids des banques dans le financement de l'économie chinoise. **Les autorités semblent vouloir répondre à la problématique du soutien à la demande intérieure, problème de longue date de l'économie chinoise.** Le rapport fait la part belle à l'emploi (*employment-first policy*), avec des mesures portant sur le soutien aux startups, les aides aux jeunes diplômés, et le renforcement de l'offre de formations professionnelles. En revanche, aucun objectif n'apparaît spécifiquement s'agissant du taux de chômage des jeunes, qui s'élève aujourd'hui à 15 %. Les autorités annoncent de façon volontariste que l'allocation de ressources budgétaires au renforcement des filets de sécurité sociaux est un moyen d'« améliorer la volonté et la capacité des habitants à consommer ». Plusieurs secteurs sont concernés par les politiques sociales pour 2022, tels l'éducation, l'assistance sociale de base, les soins médicaux, le niveau des retraites à l'échelle nationale, et le logement. Pour autant, la « prospérité commune » n'est pas mentionnée dans le Rapport du Gouvernement et seule est évoquée une croissance des revenus personnels alignée à la croissance économique : dans ces conditions, la réalisation effective des objectifs relatifs à la consommation est sujette à caution.

**Les réformes structurelle en cours sont peu mentionnées.** S'agissant de l'immobilier, il est surtout fait référence au maintien de prix stables pour les acheteurs de logement, ainsi qu'au « développement sain » du secteur. En matière d'investissements publics, les investissements « efficaces » et « proactifs » en infrastructures sont mentionnés rapidement, notamment dans le domaine de l'eau, le transport et l'énergie. Enfin, aucune inflexion de la politique Zéro Covid n'est prévue, malgré un poids potentiellement croissant sur la consommation et, localement, la production.

## Politique budgétaire : la PBoC contribuera au budget du gouvernement central à hauteur de 1000 Mds RMB en 2022 *via* la remise du solde de ses bénéfices

Le 8 mars, [la PBoC a annoncé qu'elle remettrait plus de 1000 Mds RMB du solde de ses bénéfices cette année au gouvernement central](#) (plus précisément au MOF) conformément à la loi, pour répondre aux annonces faites lors des *Lianghui* et améliorer les ressources budgétaires disponibles. Ces fonds seront utilisés pour financer les remboursements d'impôts et l'augmentation des transferts de fonds aux gouvernements locaux, afin de soutenir les entreprises et de stabiliser l'emploi. La banque centrale mentionne notamment qu'ils proviennent de rendements sur les réserves de change au cours des dernières années. Ce transfert n'augmentera donc pas le déficit budgétaire. Par ailleurs, le solde des bénéfices sera remis tous les mois (environ 100 Mds RMB par mois) pour rassurer la stabilité de liquidité sur les marchés.

Le 9 mars, [un responsable du MOF a apporté des informations complémentaires sur la mise en œuvre de cette mesure](#), expliquant qu'il s'agit d'un mécanisme important permettant le transfert des bénéfices de certaines institutions publiques, notamment financières, au gouvernement central, afin de coordonner les ressources financières nationales. Ces institutions incluent notamment *China National Tobacco Corporation*, *China Investment Corporation*, ou encore la PBoC. [Selon l'article 39 de la loi sur la banque centrale de la République populaire de Chine](#) (« 中华人民共和国中国人民银行法 »), « les bénéfices nets de la PBoC (après déduction des dépenses et retrait du fonds de réserve conformément à la proportion exigée par le Conseil des affaires d'Etat), doivent être remis au gouvernement central ». Cette réglementation est une pratique courante dans les principales économies du monde y compris aux Etats-Unis, au Japon et au Royaume-Uni. En outre, le MOF ajoute que compte-tenu de la suspension de ce mécanisme de transfert pendant la crise du Covid, les institutions concernées jouissent d'une marge de manœuvre suffisante, les transferts pouvant désormais être rétablis.

Pour mémoire, ce mécanisme remonte à la publication du [« Mécanisme financier de la PBoC »](#) (« 中国人民银行财务制度 ») en 1999. Conformément aux réglementations, le MOF met en place un système indépendant de gestion budgétaire pour la PBoC. Les trois formes de revenu de la PBoC comprennent les revenus d'intérêts (les revenus d'intérêts sur le *relending* et le réescompte auprès des institutions financières), les revenus d'exploitation (principalement les rendements sur les réserves de change) et les autres revenus. S'agissant du transfert de fonds en 2022, les bénéfices proviennent de rendements sur les réserves de change, qui se sont établies à 3 214 Mds USD fin février (supérieures à 3 200 Mds USD pour le 10ème mois consécutif) et ont affiché un taux de rendement moyen à 3,42 % entre 2007 et 2016, selon [le rapport annuel 2020 de la SAFE](#).

Il convient de noter qu'il s'agit du transfert de bénéfices de la PBoC le plus important de son histoire. Lors des *Lianghui*, les autorités ont annoncé que les remises de bénéfices des institutions publiques (financières et autres) devraient totaliser 1650 Mds RMB en 2022 (dont plus de 1000 Mds RMB provenant de la PBoC). Selon certains analystes, la sortie de ces fonds du bilan de la banque centrale (plutôt que des bilans des SOE) serait équivalente à une réduction générale du RRR de 50bp.

## Inflation : la croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) continue de fléchir et l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) se stabilise

Selon le Bureau National des Statistiques (BNS), [l'IPP](#) poursuit son fléchissement à +8,8 % en g.a. en février (contre +9,1 % en g.a. en janvier), après un record historique à +13,5 % en g.a. en octobre 2021. Ce ralentissement en glissement annuel est notamment dû à la poursuite du fléchissement du prix de l'extraction de charbon (+45,9 % en g.a. en février contre +51,3 % en g.a. en janvier). Néanmoins, en glissement mensuel, l'IPP affiche une hausse de +0,5 % en février (contre -0,2 % en g.m. en janvier), ce rebond est principalement lié à la forte croissance des prix de l'extraction de pétrole et de gaz (+10,4 % en g.m. en février contre +2,6 % en g.m. en janvier) ainsi que l'extraction de métaux ferreux (+5,0 % en g.m. en février contre +1,0 % en g.m. en janvier), sous la pression de l'inflation importée dans le contexte du conflit russo-ukrainien.

La croissance de [l'IPC](#) se stabilise à +0,9 % en g.a. en février, mais continue de s'accélérer à +0,6 % en g.m. (contre +0,4 % en g.m. en janvier). Cette évolution s'explique (1) par la hausse du sous-indice des prix des légumes (+6,0 % en g.m.), des fruits de mer (+4,8 % en g.m.) et des fruits (+3,0 % en g.m.) en février, dans un contexte de forte demande pendant le nouvel an chinois, et (2) par la baisse du prix du porc (-4,6 % en g.m.) en raison du rétablissement du niveau d'offre. En outre, l'augmentation des prix de l'énergie contribue à la hausse des prix non-alimentaires de +0,4 % en g.m. en février. L'objectif de croissance de l'IPC d'environ +3 % pour cette année fixé lors des *Lianghui* semble difficile à atteindre (pour rappel, celle-ci a atteint 0,9 % en 2021 pour un objectif similaire). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) s'abaisse légèrement à +1,1 % en g.a. en février (contre +1,2 % en g.a. en janvier).

L'écart entre l'IPC et l'IPP poursuit son rétrécissement, à 7,9 % en février (contre 8,2 % en janvier), mais reste encore à un niveau élevé. La faible transmission de la hausse des coûts jusqu'au consommateur final s'explique notamment par les effets de concurrence au niveau de l'offre, et la lente reprise de la demande intérieure. La pression sur les prix est donc principalement ressentie par les secteurs en aval.

## Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 214 Mds USD en février, en légère baisse mensuelle de 7,8 Mds USD

Selon la [State Administration of Foreign Exchange \(SAFE\)](#), les réserves de change s'établissent à 3 214 Mds USD en février, en légère baisse mensuelle de 7,8 Mds USD par rapport à fin janvier (-0,24 % en g.m.), restant toutefois supérieures à 3 200 Mds USD pour le 10<sup>ème</sup> mois consécutif. Cette évolution est due à des facteurs transactionnels (le commerce international, les investissements en actions et en obligations transfrontaliers et une intervention de la PBoC sur le marché des changes) ainsi qu'à des facteurs non transactionnels tels que le taux de change (qui agit sur la valeur du portefeuille d'actifs dans lequel les réserves sont investies).

Selon la SAFE, cette baisse s'explique par la dépréciation des actifs libellés en autres devises que le dollar, alimentée par l'appréciation du dollar. En effet, alors que l'indice du dollar (DXY) augmente de 0,2 % en février (relativement à un panier de devises), la livre et l'euro se déprécient respectivement de 0,2 % et de 0,1 % vis-à-vis du dollar : en conséquence, les actifs libellés en livre et en euro se déprécient. Par ailleurs, le taux de rendement des bons du Trésor américains à 10 ans (dans lesquels un tiers des réserves seraient investies) s'élève de 13 points de base pour atteindre 1,92 % à fin février (contre 1,79 % à fin janvier) en raison de l'anticipation du resserrement monétaire du FED, entraînant une poursuite de la baisse de leur valeur. La ventilation précise des actifs composant les réserves demeure cependant inconnue. S'agissant des facteurs transactionnels, selon les données de la CCDC, les obligations chinoises détenues par les investisseurs non-résidents diminuent de 67 Mds RMB (10,6 Mds USD),

pour s'élever à 3667 Mds RMB (580 Mds USD) fin février, soit la première réduction depuis 2018. Cette baisse est probablement liée à la vente des obligations souveraines chinoises par la banque centrale russe afin de faire face aux sanctions financières (les obligations d'Etat chinoises détenues par les étrangers chutent notamment de 35 Mds RMB en février). En revanche, sur les deux premiers mois de l'année 2022, les exportations augmentent de 16,3 % à 544,7 Mds USD, contribuant ainsi un excédent commercial de 116 Mds USD (+19,5 % en g.a.) qui alimente les réserves de change.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Banque et finance

### **Stabilité financière : la création d'un « fonds de garantie de stabilité financière » a été évoquée lors des Lianghui**

La création d'un fonds de garantie de stabilité financière a été évoquée officiellement pour la première fois dans le Rapport d'activité du gouvernement présenté par Li Keqiang le 5 mars 2022. A ce stade, aucune précision n'a été apportée sur le processus de fonctionnement du fonds (montant, partie-prenantes, mandat, etc.). Néanmoins, certains économistes et experts chinois ont avancé des hypothèses. D'après M. XUE Hongyan, doyen associé de l'Institut de recherche financière du groupe Suning, des entités de marché à haut profil risque pourraient alimenter ce fonds sous forme de cotisation, et les fonds pourraient être mobilisés en cas d'exposition du secteur financier à des risques majeurs. Certains pensent que le fonds pourrait être en partie alimenté par le budget de l'Etat. M. PAN Helin, Co-directeur du Centre de recherche sur l'économie numérique et l'innovation financière de l'International Business School de la Zhejiang University, estime que le fonds pourrait être mis en place à deux niveaux : 1/ au niveau central, visant à adresser les risques obligataires et les risques liés aux véhicules de financement des collectivités locales ; 2/ au niveau régional, afin de fournir aux entreprises à haut profil risque une assistance en cas de nécessité.

M. SUN Tianqi, chef du Bureau de la stabilité financière de la PBoC, avait déjà indiqué en octobre 2021 que certains pays développés avaient créé des fonds de garantie de stabilité financière, gérés généralement par des institutions publiques. Ces fonds permettent notamment de réduire la dépendance du marché à la banque centrale en tant que prêteur de dernier recours. M. HUANG Yiping, doyen associé du NSD (The National School of Development) de l'Université de Pékin, avait indiqué dans un discours en 2021 que la Chine était la seule grande économie émergente n'ayant pas connu de crise financière majeure au cours des quatre dernières décennies. D'après M. Huang, le maintien de la stabilité financière en Chine reposait dans le passé sur deux facteurs : une croissance forte et soutenue ; et le recours par les autorités au renflouement des institutions à risque en cas de risque financier systémique. Néanmoins, la soutenabilité de ces deux facteurs soulève des interrogations. La Conférence centrale sur le travail économique tenue en décembre 2021 a également souligné la nécessité d'améliorer les mécanismes d'atténuation des risques, en mobilisant des ressources adéquates. M. LIU Xinhua, vice-président du Comité de l'économie et des finances de l'APN, a récemment déclaré qu'il proposerait d'établir une « loi sur la stabilité financière ».

Pour mémoire, il existe déjà en Chine le fonds d'assurance-dépôts, le fonds de garantie de l'assurance, le fonds de protection des investisseurs en valeurs mobilières et le fonds de garantie de l'industrie fiduciaire. À l'échelle internationale, certains pays tels que les Etats-Unis, l'Allemagne, la France (Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution) ou l'Union Européenne (*European Financial Stability Fund*) ont déjà établi des fonds de garantie de stabilité financière. Hong Kong a aussi créé en 1999 le TraHK (Tracker Fund of Hong Kong) en réponse à la crise financière asiatique de 1998.

### **Immobilier : poursuite des difficultés des promoteurs immobiliers nationaux, dont Logan Group Co.**

Le promoteur immobilier Logan Group Co., classé au 20<sup>ème</sup> rang des promoteurs nationaux chinois, fait face en mars à une échéance de remboursement obligataire *onshore* de 5,3 Mds RMB (839 M USD). 19 obligations de l'entreprise seraient en circulation pour un encours total de 20,6 Mds RMB, dont 12,4 Mds RMB sont dues au cours de la prochaine année, selon Caixin. Fitch Ratings a abaissé lundi les notes sur la dette à long terme en devises étrangères et locales (*Issuer Default Ratings*) de Logan Group, à B+ contre BB- auparavant, ainsi que la

note sur la dette sénior en USD du groupe. Depuis février, Standard & Poor's et Moody's ont aussi dégradé les notations de Logan à plusieurs reprises.

En raison du resserrement réglementaire et des difficultés des acteurs du secteur immobilier, l'accès au marché des capitaux est fortement restreint pour la plupart des promoteurs chinois. Les 100 premiers promoteurs nationaux ont levé un montant total de 39,8 Mds RMB (6,3 Mds USD) en février, en baisse de 58,8% en g.a., dont quelque 800 M USD de dette *offshore* (en baisse de 68,9 % en g.a.), selon China Real Estate Information Corp. Parmi ces promoteurs, ceux rencontrant le moins de difficultés à lever des fonds sont notamment des entreprises publiques. Pour les investisseurs étrangers, le manque de transparence relatif aux conditions financières des promoteurs constitue un frein majeur. Dans ce contexte, Logan devra avoir recours à ses propres liquidités pour honorer le remboursement de ses dettes, alors que son solde de trésorerie a fortement diminué depuis le premier semestre 2021, selon Fitch. Dans ce contexte, plusieurs créanciers, dont Ping An Bank et China Merchants Bank (Guangdong), ont adressé au groupe des demandes de remboursements anticipés.

Les pressions de financement devraient s'accroître en 2022, les 100 premiers promoteurs étant tenus de rembourser l'équivalent de plus de 600 Mds RMB (95 Mds USD) d'obligations *onshore* et *offshore* arrivant à échéance.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Echanges et politique commerciale

### Investissements sortants: en RDC, le directeur général chinois de l'une des plus grandes mines de cuivre et de cobalt au monde est écarté

Dans un [arrêt de rejet](#) du 28 février, le tribunal de commerce de Lubumbashi (République Démocratique du Congo, RDC) a nommé pour une durée de six mois un administrateur provisoire à la tête de la mine de Tenke Fungurume, l'une des plus grandes mines de cuivre du pays et la seconde mine de cobalt au monde<sup>1</sup>. La mine en question est administrée par la SA Tenke Fungurume Mining (TFM), détenue à 80 % par l'entreprise chinoise China Molybdenum<sup>2</sup>.

Cette décision a été rendue dans le cadre d'un litige opposant Gécamines, société entièrement détenue par l'Etat de la RDC et actionnaire à 20 % de TFM, à China Molybdenum. Cette dernière est accusée d'avoir volontairement sous-évalué de plusieurs centaines de milliers de tonnes les réserves de cuivre et de cobalt de la mine, lésant l'agence congolaise, laquelle est rémunérée sur la base de ces déclarations.

Sage Ngoie Mbayo, représentant de la Gécamines sur le projet, a été provisoirement désigné comme administrateur aux organes de gestion de la SA Tenke Fungurume Mining, reprenant la responsabilité de la gestion de la société jusque-là dévolue au directeur général Jun Zhou, et obtenant ainsi les pouvoirs de décision liés à l'exploitation minière et la commercialisation de sa production. Le nouvel administrateur a par ailleurs la responsabilité de « réconcilier les deux partenaires sur les points de divergence, à savoir l'accès aux informations techniques et aux affaires sociales de la société », précise [Reuters](#).

Le président congolais Felix Tshisekedi avait ouvert une commission en août 2021 dans le but de fournir une nouvelle estimation des réserves de la mine, estimant que le pays obtenait une part insuffisante des recettes de ses ressources minières ([voir les brèves de la semaine du 13 septembre 2021](#)).

### Commerce extérieur: nouvelle hausse de l'excédent commercial en janvier-février 2022 (source : douanes chinoises)

*NB : Les douanes chinoises combinent les chiffres du commerce extérieur des mois de janvier et février pour lisser l'impact du Nouvel An chinois, lequel a alternativement lieu en janvier ou février en fonction du calendrier lunaire. Cette année, la semaine de vacances du Nouvel An chinois a débuté le 31 janvier.*

- **Sur les deux premiers mois de l'année 2022, les exportations ont augmenté de 16,3 % (à 544,7 Mds USD). La croissance enregistre ainsi un ralentissement, après 20,8 % en g.a. en décembre** mais dépasse les prévisions des économistes (médiane de 15,7 % des économistes sondés par Bloomberg avant la publication des données).
- Les exportations ont été dynamiques vers les Etats-Unis (+13,7 % à 91,5 Mds USD), l'Union européenne (+24,0 % à 91,4 Mds USD) dont la France (+19,2 % à 7,9 Mds USD), l'ASEAN (+13,3 % à 76,3 Mds USD) dont

<sup>1</sup> [70 % de la production mondiale de cobalt est extraite aux Congo.](#)

<sup>2</sup> Détenu indirectement à près d'un quart par l'Etat chinois.

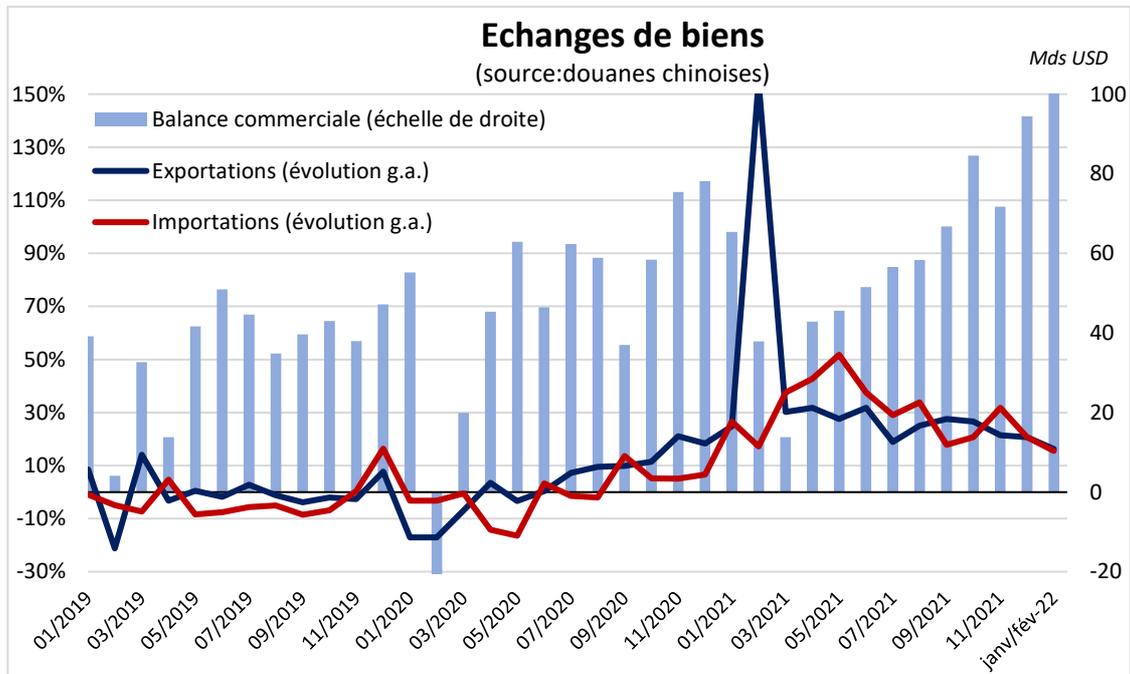
l'Indonésie (+37,8 % à 11,2 Mds USD), l'Inde (+26,5 % à 18,0 Mds USD), la Corée du Sud (+18,0 % à 23,7 Mds USD), et la Russie (+41,1 % à 12,6 Mds USD).

- **Les exportations dans les principaux secteurs ont augmenté**, en particulier les produits électriques et mécaniques (+12,3 % à 317,7 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+27,3 % à 25,2 Mds USD) et les ordinateurs (+9,7 % à 39,4 Mds USD), les produits de haute technologie (+14,6 % à 156,5 Mds USD), ainsi que les produits textiles (+11,8 % à 24,7 Mds USD).
- **+15,5 % à 428,7 Mds USD pour les importations de biens en janvier et février**, en dessous de la prévision médiane de 16,8 % des économistes sondés par Bloomberg. Elles avaient également augmenté de 15,5 % sur la même période en 2021.
- **Les importations venant des principaux partenaires commerciaux ont été assez inégales.** Elles ont été soutenues en provenance de l'ASEAN (+13,4 % à 60,3 Mds USD) dont la Malaisie (+26,0 % à 16,5 Mds USD) et l'Indonésie (+41,3 % à 10,8 Mds USD), de Taiwan (+19,8 % à 40,0 Mds USD), de la Corée du Sud (16,7 % à 34,3 Mds USD), et d'Afrique (+46,6 % à 19,5 Mds USD). La croissance a été plus mesurée pour les achats en provenance des Etats-Unis (+8,6 % à 31,8 Mds USD), du Japon (+6,9 % à 30,3 Mds USD) et d'Australie (+5,0 % à 21,5 Mds USD). Les importations ont baissé depuis l'Union européenne (-0,2 % à 45,8 Mds USD), du fait notamment d'une baisse des achats en provenance d'Allemagne (-2,2 % à 17,8 Mds USD) et malgré une hausse de ceux en provenance de France (+6,0 % à 5,6 Mds USD), et depuis l'Inde (-19,3 % à 3,1 Mds USD).
- Alors que les importations de la majorité des marchandises ont continué à augmenter, les plus fortes hausses ont été enregistrées pour les matières premières : le pétrole<sup>3</sup> (+49,2 % à 50,7 Mds USD) ; l'agroalimentaire (+10,2 % à 35,4 Mds USD) dont la viande (-20,5 % à 4,1 Mds USD) ; minerais de fer (+45,0 % à 12,6 Mds USD) ; le charbon (+123,8 % à 5,9 Mds USD) ; le gaz naturel (+80,5 % à 13,2 Mds USD). Les autres secteurs sont globalement moins dynamiques : produits électriques et mécaniques (+9,0 % à 174,1 Mds USD), dont les semi-conducteurs (+19,3 % à 68,8 Mds USD) et les ordinateurs (+26,4 % à 10,4 Mds USD) ; produits de haute technologie (+11,0 % à 126,2 Mds USD).
- **L'excédent commercial sur les deux premiers mois s'élève à 116,0 Mds USD, en hausse de 19,5 % par rapport à l'année dernière (97,1 Mds).**

#### Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-février 2022 (source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>Echanges totaux</b>	973,4	+16,0 %
<b>Exportations chinoises</b>	544,7	+16,3 %
<b>Importations chinoises</b>	428,7	+15,5 %
<b>Balance commerciale</b>	116,0	augmentation de la balance commerciale de 18,9 Mds USD

<sup>3</sup> Dans un contexte de forte augmentation du cours du pétrole : le prix du pétrole brut importé par la Chine est passé de 362 \$/tonne en janvier 2021 à 578 \$/tonne en décembre 2021.



**Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-février 2022 (source : douanes chinoises)**

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>ASEAN</b>	60,3	14,1	+13,4 %
<b>Union européenne</b>	45,8	10,7	-0,2 %
<i>dont Allemagne</i>	17,8	4,1	-2,2 %
<i>dont France</i>	5,6	1,3	+6,0 %
<b>Taiwan</b>	40,0	9,3	+20,0 %
<b>Corée du Sud</b>	34,3	8,0	+16,7 %
<b>États-Unis</b>	31,8	7,4	+8,6 %
<b>Japon</b>	30,3	7,0	+6,9 %
<b>Australie</b>	21,5	5,0	+5,0 %

**Principaux clients de la Chine sur la période janvier-février 2022 (source : douanes chinoises)**

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>États-Unis</b>	91,5	16,8	+13,7 %
<b>Union européenne</b>	91,4	16,8	+24,0 %
<i>dont Allemagne</i>	19,2	3,5	+16,3 %
<i>dont France</i>	7,9	1,5	+19,2 %
<b>ASEAN</b>	76,3	14,0	+13,3 %
<b>Hong Kong</b>	46,9	8,6	+3,6 %
<b>Japon</b>	27,1	5,0	+7,4 %
<b>Corée du Sud</b>	23,7	4,4	+18,0 %

Retour au sommaire ([ici](#))

## Climat des affaires

### **Climat des affaires : la Chambre de Commerce américaine en Chine publie son rapport annuel sur le climat des affaires**

La Chambre de Commerce américaine en Chine (AmCham China) a publié le 4 mars son [rapport annuel](#) sur le climat des affaires en Chine, présentant les résultats de sondages menés auprès de ses adhérents.

Le rapport dresse un portrait contrasté entre d'une part les bonnes performances économiques rapportées par la majorité des entreprises, et d'autre part l'incertitude grandissante de celles-ci vis-à-vis du climat des affaires en Chine. Si les entreprises membres de l'AmCham expriment un certain optimisme quant au marché chinois, celui-ci est en déclin par rapport aux années précédentes.

Outre l'impact des tensions commerciales sino-américaines, la perturbation du transport de marchandises et du déplacement de la main d'œuvre est largement soulevée comme étant un facteur important nuisant à l'activité économique en Chine. 69 % des entreprises relèvent un préjudice causé par des perturbations de livraison de matériel et composants subies par leurs fournisseurs. Par ailleurs, 70 % des membres déplorent les restrictions chinoises frappant les déplacements transfrontaliers, dont les 3 à 4 semaines de quarantaine obligatoires à l'entrée sur le territoire chinois, creusant un fossé entre les multinationales américaines et leurs filiales chinoises. Les entreprises sondées soulèvent l'impossibilité de faire venir de la main d'œuvre qualifiée en Chine (76 %, contre 39 % en 2020), et 30 % des entreprises soulignent que les candidats qualifiés ne souhaitent pas venir en Chine (contre 12 % en 2020). L'augmentation du coût de la main d'œuvre est également soulevée comme un défi par près de 40 % des sondés, avec 80 % des entreprises anticipant que cette tendance se poursuivrait en 2022.

L'environnement politique et réglementaire est cité comme une cause supplémentaire de la dégradation du climat des affaires. Un peu moins de la moitié (42 %) des entreprises rapportent une augmentation de la pression à faire (ou ne pas faire) des déclarations sur des sujets politiquement sensibles. Deux tiers des entreprises rapportant de telles pressions désignent le gouvernement chinois comme en étant la principale source, suivie par les médias chinois (38 %). Un tiers des entreprises sondées affirment subir un traitement injuste par rapport aux entreprises chinoises, notamment à cause des politiques relatives à l'accès au marché, des licences, et de subventions publiques ; ce chiffre s'élève à 40 % dans les secteurs technologiques. Plus d'un tiers des entreprises citent également le risque réglementaire comme leur principal défi. Dans le secteur technologique, 87 % des sondés mentionnent la difficulté de rester en conformité avec les réglementations de leur secteur du fait de leur caractère vague ; 81 % des entreprises du secteur estiment que les nouvelles dispositions sur la localisation des données auront un impact négatif sur leur activité. Plus largement, un peu moins de la moitié des entreprises auraient confiance dans l'engagement du gouvernement chinois à ouvrir le marché chinois aux investissements étrangers dans les trois prochaines années, contre 61 % des sondés en 2020.

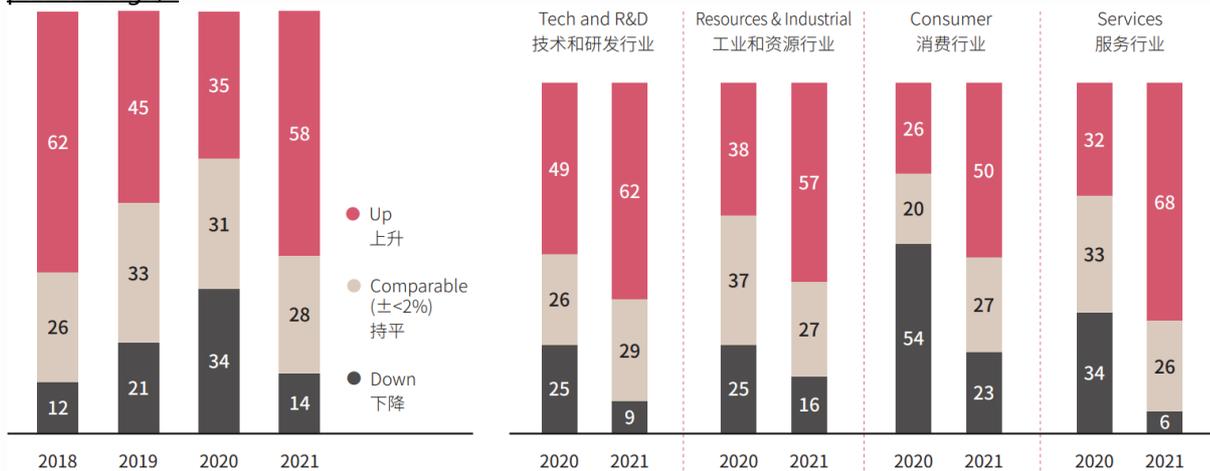
Malgré ces défis, les entreprises restent désireuses d'investir en Chine pour bénéficier de la croissance de la demande intérieure du pays et l'émergence d'une classe moyenne affluente. L'AmCham souligne que la Chine reste à court terme l'une des trois premières destinations pour les investissements pour 60 % de ses adhérents. Les réformes économiques en cours représenteraient également une opportunité aux yeux d'un tiers des entreprises, selon le rapport.

Les cinq principaux défis commerciaux en Chine :

	2018	2019	2020	2021	2022
1	Inconsistent regulatory interpretation and unclear laws & enforcement 法律法规和执行不一致 / 不明确 60%	Inconsistent regulatory interpretation and unclear laws & enforcement 法律法规和执行不一致 / 不明确 55%	Rising labor costs 劳动力成本增加 45%	Rising tensions in US-China relations 中美关系日益紧张 78%	Rising tensions in US-China relations 中美关系日益紧张 56%
2	Rising labor costs 劳动力成本增加 56%	Rising labor costs 劳动力成本增加 48%	Inconsistent regulatory interpretation and unclear laws & enforcement 法律法规和执行不一致 / 不明确 41%	Rising labor costs 劳动力成本增加 40%	Inconsistent regulatory interpretation and unclear laws & enforcement 法律法规和执行不一致 / 不明确 31%
3	Regulatory compliance risks 监管合规风险 37%	Rising tensions in US-China relations 中美关系日益紧张 45%	Rising tensions in US-China relations 中美关系日益紧张 41%	Inconsistent regulatory interpretation and unclear laws & enforcement 法律法规和执行不一致 / 不明确 37%	Rising labor costs 劳动力成本增加 29%
4	Shortages of qualified management 缺少合格的管理人员 32%	Increasing competition from privately owned Chinese companies 来自中国民营企业的日益激烈的竞争 58%	Regulatory compliance risks 监管合规风险 23%	Increasing competition from privately owned Chinese companies 来自中国民营企业的日益激烈的竞争 33%	Regulatory compliance risks 监管合规风险 28%
5	Increasing Chinese protectionism 中国保护主义不断升级 32%	Shortages of qualified management 缺少合格的管理人员 28%	Shortages of qualified management 缺少合格的管理人员 23%	Concerns about data security 对数据安全的担忧 26%	Concerns about data security 对数据安全的担忧 23%

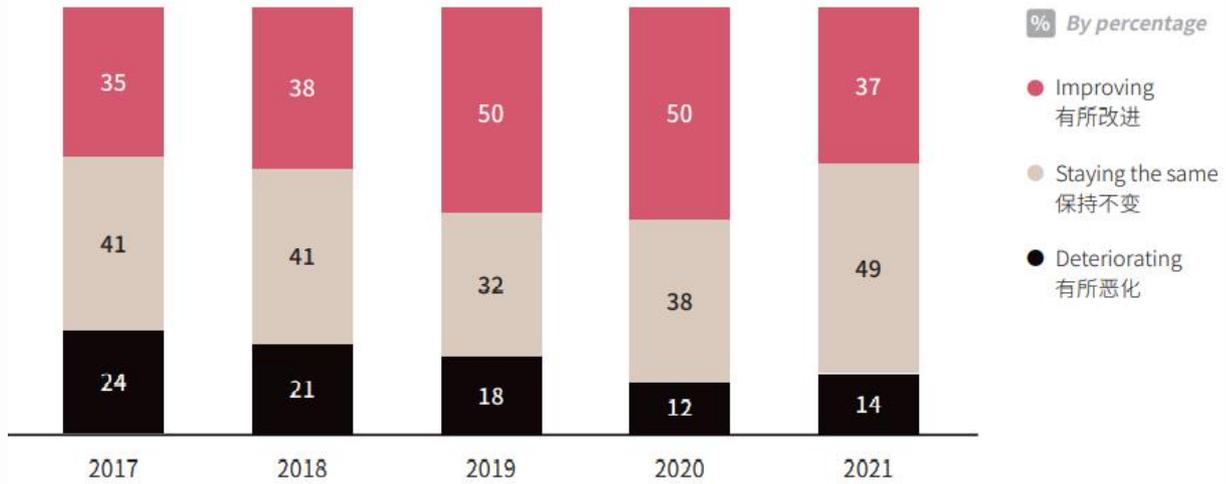
Source: AmCham China's 2022 China Business Climate Survey Report

Comparaison de l'estimation du chiffre d'affaires pour 2021 par rapport aux années précédentes (en pourcentage) :



Source: AmCham China's 2022 China Business Climate Survey Report

La qualité de l'environnement des affaires chinois pour les investissements



Source: AmCham China's 2022 China Business Climate Survey Report

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Industrie et numérique

### Cybersécurité : l'ANSSI publie le panorama de la menace informatique 2021

Dans le document « [Panorama de la menace informatique 2021](#) » publié le 8 mars, l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) a indiqué que plus de la moitié (9 sur 17) des opérations de cyberdéfense les plus critiques lancées en 2021 étaient liées à des « modes opératoires réputés chinois ». Sur 8 incidents majeurs, 5 concernent ces modes opératoires. Parmi les menaces identifiées, l'ANSSI rappelle que les cyberattaques peuvent viser différents objectifs : extorsion, espionnage, influence, déstabilisation...

Le panorama dresse de manière générale le tableau d'une [menace cyber croissante](#). Le nombre d'intrusions avérées dans des systèmes d'information signalées à l'ANSSI a augmenté de 37% en 2021 par rapport à 2020, soit près de 3 intrusions avérées par jour, selon le document. S'agissant de la Chine, le rapport rappelle l'affaire du logiciel fiscal GoldenTax, qui contenait dans certaines versions une porte dérobée permettant un accès furtif aux systèmes d'information de certaines entreprises.

### Politique industrielle : dans la continuité du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal, le rapport d'activité du gouvernement met en avant le rôle de l'innovation lors des « Lianghui »

La session plénière annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP) s'est tenue du 5 au 11 mars. Le Premier ministre Li Keqiang a présenté le 5 mars le rapport d'activité du gouvernement chinois, dressant le bilan de l'année écoulée d'une part et les priorités pour l'année 2022 d'autre part (*voir par ailleurs*).

Dans la lignée du 14<sup>ème</sup> plan quinquennal, l'innovation occupe une place prioritaire dans le rapport du gouvernement (mentionné 14 fois), avec un accent mis sur le rôle central de laboratoires nationaux, les entreprises privées et les gouvernements locaux étant incités à augmenter leurs investissements pour soutenir les projets prioritaires notamment en recherche fondamentale. Le [rôle de la « Greater Bay Area » \(GBA\)](#) comme pôle d'innovation majeur est également réaffirmé.

Par ailleurs, la reprise en main du numérique devrait se poursuivre : l'amélioration de la protection sociale des « emplois flexibles » étant explicitement mentionnée. Les principales plateformes de livraison de repas avaient été contraintes de réduire leurs commissions ces dernières semaines. Le 4 mars, Meituan avait d'ailleurs [annoncé](#) refondre son mécanisme d'évaluation des livreurs de repas dans 15 villes, remplaçant les déductions automatiques de salaires par des déductions sur un « score » de service en cas de défauts dans la livraison.

D'autres bilans et objectifs sectoriels ont également été annoncés à cette occasion :

- **S'agissant de la 5G**, le Ministre de l'Industrie et des technologies de l'information, Xiao Yaqing, a fixé l'objectif d'installer [600 000 stations de base supplémentaires](#) en 2022, portant le nombre total à 2 M. Pour mémoire, la Chine compte plus de 1, 425 M de stations de bases installées pour 500 M d'utilisateurs, selon les chiffres présentés par le Ministre en marge des deux assemblées.
- **S'agissant de la protection des données personnelles**, la Cour suprême populaire a indiqué, dans son rapport de travail annuel, avoir traité [4 098 cas](#) liés à des infractions de protection de données personnelles (sur 33 602 cas soit 12,2%). En tout, 3 436 personnes ont été accusées d'atteinte à la confidentialité, soit une [augmentation de 51,3% en g.a.](#), ce qui reflète l'entrée en vigueur en novembre 2021 de la loi sur la protection des données personnelles. Le plus souvent, il s'agit de cas liés aux

technologies de reconnaissance faciale, au vol et à la vente de données personnelles, à la fuite de données personnelles par des employés de grands groupes, à l'acquisition illégale de données personnelles *via* des applications.

- **Sur le secteur manufacturier**, Li Keqiang a insisté sur le renforcement de la compétitivité, dont le poids macroéconomique (26,2% du PIB [selon la Banque Mondiale](#)) demeure central pour les objectifs de croissance du gouvernement. Les institutions financières sont explicitement incitées à augmenter leurs financements pour l'industrie, en priorité à destination des investissements pour la transformation numérique et des PME industrielles spécialisées dans les secteurs de niche (« petits géants »-小巨人). Pour soutenir l'emploi, priorité pour l'année 2022, des investissements de l'ordre de 100 Mds CNY (14,6 Mds EUR) seront alloués à la formation professionnelle, Zhang Xinghai (délégué de l'ANP) [estimant](#) que « les jeunes devraient moins livrer des repas, et aller plus à l'usine ». L'abattement fiscal pour les dépenses en R&D des [PME s'élèvera désormais à 100%](#), contre les 75% en vigueur auparavant.
- **La résilience des chaînes de valeur** est rappelée comme l'un des objectifs majeurs, face à un environnement international perçu comme instable. Les principales pistes évoquées sont l'augmentation de la production de semi-conducteurs (en priorité pour les véhicules électriques et les dispositifs médicaux), le renforcement des réserves stratégiques de matières premières et le renforcement des liens entre l'industrie manufacturière et les fournisseurs d'intrants.

### **International : face à l'agression russe en Ukraine, les entreprises du numérique chinoises sont dans une position délicate**

L'entreprise de VTC Didi Chuxing, qui avait initialement annoncé se retirer du marché fin février, est finalement [revenue sur ses propos](#), alors que plusieurs commentaires sur les réseaux sociaux [l'accusaient](#) de se conformer aux sanctions américaines. De la même manière, Lenovo, deuxième vendeur d'ordinateurs en Russie avec 21% des parts de marché selon International Data Corp., a fait l'objet de critiques lorsqu'un article biélorusse relatait de sa décision [d'arrêter de fournir](#) le marché russe, l'entreprise s'étant depuis refusée à tout commentaire.

TikTok (filiale de ByteDance) a également dû réagir face à la pression des gouvernements, à la fois occidentaux et russe. En Europe, TikTok a bloqué les contenus promus par des médias russes (RT, Sputnik), se conformant aux demandes de l'Union Européenne et du Royaume-Uni, qui avait requis de TikTok, Facebook et Twitter de bloquer ces médias. En Russie, la loi « *fake news* » interdit tout contenu non-approuvé sur le sujet ukrainien. En réaction, [TikTok a annoncé le 6 mars suspendre](#), pour ses utilisateurs situés en Russie, le visionnage et le partage de nouvelles vidéos, ainsi que le visionnage de vidéos provenant d'autres pays que la Russie.

Les plateformes d'e-commerce sont également concernées : le 4 mars, AliExpress a suspendu pour 30 jours le compte d'un influenceur ukrainien, à la suite d'un post sur l'agression russe en Ukraine. A l'image d'autres entreprises, AliExpress détient des parts de marché importantes en Ukraine (figurant parmi ses dix plus grands marchés) et en Russie (10%, 20% projetés en 2025), tandis qu'elle est aussi en coentreprise avec trois entités russes désormais sanctionnées (VK Group, USM International, le fonds souverain RDIF).

S'agissant des fabricants de terminaux mobiles, Xiaomi et Honor utilisent des puces au moins partiellement conçues avec des technologies américaines (Qualcomm, Qorvo pour Xiaomi par exemple), plaçant ces exportations sous le coup de la *Foreign Direct Product Rule* (FDPR) américaine, qui pourraient empêcher leur exportation vers la Russie. Si ces fabricants de téléphones mobiles n'ont pas publiquement pris position, [Xiaomi, deuxième vendeur de terminaux mobiles sur le marché russe, a annulé le lancement](#) d'un de ses produits (le Redmi Note 1), qui devait initialement avoir lieu le 24 février. Selon [Dan Wang](#) (Gavekal Dragonomics),

l'importance relativement faible du marché russe par rapport au reste du monde pourrait conduire les entreprises du numérique chinoises à ne pas prendre le risque d'être ciblées par des sanctions occidentales secondaires. Des entreprises comme Volvo (détenu par Geely) ont également indiqué cesser la livraison de véhicules vers la Russie le 6 mars, tandis que d'autres ont refusé de condamner publiquement l'agression russe, conduisant à la démission de certains dirigeants (cas de la démission de [deux directeurs de Huawei Royaume-Uni](#)). Huawei a [démenti](#) des rapports de presse indiquant que l'entreprise soutenait la Russie face à une campagne de cyberattaques lancée par des hackers du groupe Anonymous.

### **Automobiles : le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information publie des directives pour établir des standards de cybersécurité pour les données générées par l'automobile**

Selon le projet de [directive](#), le système de standards devrait couvrir l'écosystème de l'internet des véhicules (IoV) entier : véhicules, infrastructures de télécommunications, protocoles de cryptage. Selon le MIIT, plus de 100 normes sont nécessaires, divisées en 6 catégories : générales (définitions) ; véhicules (équipements à bord du véhicule ; communications avec la route) ; réseaux de communication (identification des véhicules, sécurité sans fil) ; sécurité des données (dont des normes de protection des données personnelles) ; sécurité des applications (mise à jour ou mise à niveau du véhicule) ; sécurité et soutien (évaluation des risques).

Le projet appelle à un établissement préliminaire du système d'ici fin 2023, avec plus de 50 normes. A l'horizon 2025, il devra être « relativement complet » avec les 100 normes annoncées. Jusqu'à présent, 26 normes identifiées par le MIIT ont été finalisées ou sont en cours d'élaboration.

Dans le même temps, lors des *Lianghui* (deux assemblées), plusieurs constructeurs automobiles (SAIC, GAC), mais aussi le CEO de Baidu, [ont préconisé](#) une mise à jour et adoption rapide de la loi sur la sécurité du trafic routier. Il s'agit notamment d'obtenir une définition juridique d'un véhicule autonome, la responsabilité en cas d'accident, le type d'assurance, etc. Les amendements à cette loi sont déjà en cours, avec la version la plus récente en avril 2021.

### **Innovation : création d'un laboratoire national pour les télécommunications par l'université de Tsinghua et China Telecom**

L'université de Tsinghua et China Telecom ont annoncé la création d'un [centre de recherche conjoint](#) sur les technologies internet de nouvelle génération. Ce laboratoire se concentrera sur l'étude des architectures internet, de la sécurité des réseaux et du *cloud computing*, en mettant l'accent sur la recherche mais aussi la commercialisation des éventuels produits.

Il s'agit d'une création d'un des « laboratoires nationaux » rassemblant institutions académiques et entreprises, que les autorités ont appelé de leurs vœux à maintes reprises : dans le rapport d'activités du gouvernement présenté le 5 mars 2022, lors de la Conférence centrale sur le travail économique (décembre 2021), ou encore dans 14<sup>ème</sup> plan quinquennal (mars 2021). Ce dernier décrit les laboratoires nationaux comme devant mener des projets de recherche prioritaires, notamment dans le quantique, l'optoélectronique, la nanoélectronique, l'IA, les biotechnologies, les « énergies modernes » et les télécommunications.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Développement durable, énergie et transports

### **Lianghui : la sécurité énergétique érigée comme priorité pour l'année 2022**

Le rapport de travail du gouvernement a été publié à l'occasion des « deux Assemblées » (Lianghui), qui se tiennent à Pékin depuis le 4 mars. Sur le plan de l'énergie et du climat, priorité absolue est donnée à la sécurité énergétique, dans un contexte de hausse du prix des commodités, d'incertitudes sur la stabilité des approvisionnements (sanctions liées à la guerre en Ukraine) et suite à la crise énergétique de l'automne 2021. Contrairement aux années précédentes, aucun objectif de réduction de l'intensité énergétique (consommation d'énergie par unité de PIB) n'a été fixé, son niveau devant rester « flexible » et en accord avec les objectifs fixés dans le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal (-13,5% sur 2021-2025). L'objectif de -3% fixé en 2021 n'avait d'ailleurs pas été atteint (-2,7% d'après les données officielles).

A été confirmé par ailleurs que les énergies renouvelables nouvellement ajoutées ainsi que les énergies fossiles utilisées comme matières premières (et non comme carburant – typiquement dans la pétrochimie ou la carbochimie) seront exclues du comptage total de la consommation énergétique. Ce changement avait déjà été annoncé par le gouvernement central en décembre.

Un autre point du rapport concerne la transition d'un système de « double contrôle » de la consommation d'énergie (consommation totale et intensité énergétique) vers un « double contrôle » des émissions carbone. Alors que la consommation énergétique est relativement aisée à mesurer à l'échelle nationale, la comptabilisation directe des émissions de carbone –nécessaire au suivi de l'atteinte des objectifs climatiques nationaux- représente un défi de taille pour la Chine, afin de mettre en place un système unifié et normalisé de statistiques. Un groupe de travail à haut niveau sur le sujet ainsi que des projets pilotes provinciaux de surveillance et d'évaluation des émissions ont été récemment lancés.

Enfin, lors de ses discours, le président Xi a appelé à faire preuve de réalisme dans la lutte contre le changement climatique, indiquant que l' « on ne pouvait pas jeter ce qui nous nourrit » et que la « transition verte » devait se fonder sur les « conditions nationales », qui sont, pour la Chine, celles d'un « pays riche en charbon et pauvre en pétrole et en gaz ».

### **Énergie : la Chine s'efforce de maintenir le prix du charbon dans une « fourchette raisonnable », notamment dans ses trois plus grandes régions minières**

La Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) a publié récemment une [circulaire](#) visant à améliorer le mécanisme de formation des prix de marché du charbon, dans la poursuite de la stratégie nationale pour assurer un approvisionnement sûr et stable en énergie.

La NDRC fixe la fourchette de prix du charbon thermique de 5500 kcal/kg au port de Qinghuangdao entre 570 et 770 CNY/t (env. 76 et 103 EUR/t) pour les contrats de moyen à long terme. De telles fourchettes de prix du charbon en sortie de mine sont également proposées pour les principales zones de production de charbon, notamment le Shanxi, le Shaanxi ainsi que l'Ouest et l'Est de la Mongolie intérieure (respectivement 370 - 570 CNY/t, 320 - 520 CNY/t, 260 - 460 CNY/t et 200 - 300 CNY/t). Les nouvelles règles de tarification entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> mai.

La circulaire entend améliorer la capacité du pays à équilibrer l'offre et la demande en charbon, renforcer la surveillance du marché afin d'éviter les interventions abusives et enquêter en temps utile sur les pratiques illégales du marché. La NDRC interdit par ailleurs aux gouvernements locaux d'intervenir « de manière inappropriée » dans les prix du charbon et de l'électricité ou d'accorder des tarifs d'électricité préférentiels aux industries à forte consommation d'énergie.

[Selon](#) le directeur général du département de la Tarification Wan Jinsong, la proposition des « fourchettes raisonnables de prix » ne vise pas à imposer une tarification gouvernementale mais à établir un mécanisme de régulation basé sur l'historique des prix de marché. Il précise que cette mesure pourrait permettre de mieux combiner les rôles du marché et du gouvernement afin d'éviter des fluctuations trop importantes sur le marché.

Pour rappel, la flambée des prix du charbon l'an dernier avait amené les centrales électriques à réduire leur production pour éviter les pertes économiques dues au plafonnement officiel des prix de l'électricité imposé jusqu'alors, ce qui a entraîné une pénurie d'électricité de masse en Chine. Les autorités chinoises ont mis en place une série de mesures par la suite afin de garantir la sécurité énergétique, parmi lesquelles une réforme de la tarification de l'électricité au charbon et le mécanisme de contrôle des prix du charbon.

### **Energie : la Chine souhaite arrêter « en principe » la construction de nouvelles centrales à charbon « destinées exclusivement à la production d'électricité », malgré de nouvelles approbations en 2022**

L'Agence nationale de l'énergie (NEA) a rendu publique une [lettre](#) datée d'août 2021 dans laquelle est annoncée la fin de la construction « en principe » de nouvelles centrales à charbon « destinées exclusivement à la production d'électricité ». Cette lettre vient en réponse à des propositions faites lors des « deux Assemblées » (*liang hui*) de l'année dernière sur le rôle du charbon pour la période du 14<sup>e</sup> plan quinquennal (2021-2025). Le document laisse, cependant, la possibilité de la construction de nouvelles centrales à charbon « dans une certaine mesure » pour garantir la stabilité du système électrique en rappelant que le charbon constitue la colonne vertébrale du bouquet énergétique chinois et qu'il permet de garantir la sécurité énergétique du pays. Une autre possibilité est également ouverte pour la construction de centrales à cogénération (électricité et chaleur), souvent utilisées dans les industries énergivores.

Malgré cette annonce, antérieure à l'épisode de crise énergétique qu'a connu la Chine à l'automne 2021, une récente [étude](#) du Center for Research on Energy and Clean Air a montré que des centrales à charbon, pour une capacité totale de 33GW, étaient entrées en construction en 2021, soit le plus haut depuis 2016. En complément, 5 nouveaux projets de centrales à charbon (pour une capacité totale de 7,3GW) ont été approuvés cette année après un gel des approbations en 2021.

### **Transport : les conséquences importantes de la guerre en Ukraine sur la logistique Europe-Chine se confirment**

La guerre en Ukraine et ses corollaires en termes de sanctions ont des conséquences lourdes sur le fret entre l'Europe et la Chine. Ainsi, sur le [fret ferroviaire](#), l'entreprise russe *Russian Railways* figure parmi les listes américaine et européenne des entités sanctionnées. Cependant, les sanctions financières limitent l'accès de l'entreprise aux marchés financiers, mais ne constituent pas un gel complet des actifs. Il est donc [encore possible](#) de traiter avec *Russian Railways*, ce que les logisticiens chinois continuent à faire, malgré des flux réduits. A

l'inverse, la plupart des entreprises occidentales, comme [Flexport](#) (US), Maersk (Danemark) ou Bolloré (France), ont cessé toute nouvelle réservation sur la route ferroviaire transsibérienne (qui relie l'Asie à l'Europe de l'Ouest en passant par la Russie et en débouchant sur la Biélorussie) ; cette prudence des logisticiens rencontre celle de la plupart de leurs clients qui ne souhaitent pas s'exposer aux multiples risques que représente un tel trajet (évolutions des sanctions, risques que les conteneurs restent bloqués, problèmes de paiement en USD, ...). Les [compagnies chinoises](#) qui persistent à proposer le trajet font généralement signer des lettres d'indemnités pour se couvrir de ces risques. Les volumes concernés semblent toutefois limités, les trains ne partant pas à plein. Certaines compagnies occidentales sont en train de monter des offres pour contourner la Russie par le Sud, via une route transcaspienne multimodale, passant par Ordos – Aktau – traversée de la mer Caspienne – Bakou – Izmit – Budapest. Cette route prendrait environ 35 jours contre 20 en moyenne pour une situation normale.

Sur le [fret maritime](#), [les compagnies occidentales \(Maersk, MSC...\)](#) ont suspendu la prise de nouvelles livraisons en partance ou vers la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine, en raison des grandes incertitudes sur l'évolution de la situation et des contrôles renforcés des cargos dans les ports européens et britanniques. De son côté, le chinois COSCO affirme poursuivre les opérations vers la Russie et la Biélorussie. Les prochaines semaines pourraient voir également une pénurie de main d'œuvre sur les navires, [une part importante des marins mondiaux](#) étant de nationalité russe ou ukrainienne.

En matière de [fret aérien](#), selon les acteurs consultés du secteur de logistique en Chine, la fermeture de multiples espaces aériens entre l'Europe et l'Asie du Nord a conduit à une baisse de 17% des flux commerciaux cargo, une chute de 20% des capacités, ainsi qu'un rallongement de 2h en moyenne des durées de vols, notamment pour les compagnies européennes comme Air France, dans l'obligation d'organiser un contournement de l'espace aérien russe pour ses liaisons entre la France et la Chine (voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 28 février](#)). Une inflation des coûts du fret aérien est possible, mais Carsten Spohr, PDG de Lufthansa, [estime](#) que les surcoûts induits par l'utilisation de davantage de kérosène (lui-même soumis à une pression inflationniste du fait de la crise), pourraient être amortis par l'arrêt du versement de royalties à la Russie, exigées aux compagnies aériennes pour le survol de son territoire entre l'Europe et l'Asie du Nord. Les compagnies russes tout-cargo (AirBridge, Volga Dniepr) ou commerciales (telles Aeroflot) n'opèrent plus aucune liaison de/vers la Chine depuis le 8 mars. Les compagnies voisines chinoises (cargo et passagers) poursuivent leurs opérations, même si les vols passagers restent strictement encadrés et réduits par les limitations drastiques imposées par la Chine aux liaisons internationales depuis deux ans (2% du trafic international de 2019), mesures mises en œuvre dans le cadre sa politique de lutte contre le COVID-19.

### **Transport aérien : les sanctions contre la Russie exposent aussi les entreprises chinoises, loueuses d'avions à des compagnies russes**

Le 8 mars, l'autorité d'aviation civile russe Rosaviatsia « [recommandait](#) » aux transporteurs aériens opérant avec des appareils loués et immatriculés dans des pays étrangers d'éviter toute liaison internationale, pour empêcher les saisies, en lien avec les sanctions internationales engagées contre la Russie. L'UE fixe au 28 mars [la résiliation des contrats](#). Selon le cabinet Cirium, sur une flotte de 980 appareils en Russie, 777 font l'objet d'une location, dont 515 à des firmes étrangères, représentant une valeur de marché de 10 Mds USD. Si les loueurs chinois sont moins exposés que d'autres (comme l'Irlandais AerCap qui loue 152 avions opérateurs russes), les enjeux juridiques et financiers sont néanmoins importants.

BOC Aviation, filiale de Bank of China basée à Hong-Kong, [déclare](#) louer 18 appareils à quatre compagnies aériennes russes (dont Ural, S7 Airlines ou Pobeda, filiale à bas-coûts du groupe Aeroflot), soit 4,5% de la totalité de la flotte de BOC. Le cabinet CreditSights conteste ces chiffres et avance plutôt un ratio de 7% d'exposition pour BOC en Russie avec 23 appareils loués. En Asie, cela place le loueur chinois à la seconde position des loueurs d'avions concernés par cette conjoncture, après le japonais SMBC Aviation. Entre le 23 février (veille de l'invasion russe de l'Ukraine) et le 9 mars, [le cours de BOC Aviation](#) dévissait et perdait 28% de sa valeur. Interrogé, M. Ross, responsable des relations d'investissements, déclarait que la politique de BOC était d'appliquer l'intégralité de ses obligations juridiques, mais refusait de s'épandre sur l'impact potentiel des sanctions européennes. D'autres loueurs chinois basés à Hong-Kong, comme les filiales de China Development Bank (16 avions loués à des compagnies russes, soit 7% de sa flotte totale, selon CreditSights) ou d'ICBC (exposition inconnue) se sont refusés à tous commentaires. Il en est de même pour Avolon, entreprise établie à Dublin, codétenue par les entreprises chinoise Bohai Leasing et japonaise Orix (14 avions loués à des compagnies russes, soit 3% de sa flotte totale, affirme CreditSights).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Actualités régionales

### Chongqing : Suez va étendre un peu plus son activité à Chongqing à travers sa JV Derun Environment

Le groupe Suez a annoncé le 2 mars que sa JV Chongqing Derun Environment a remporté [un nouveau contrat d'importance](#) dans la municipalité autonome : l'amélioration, sur un bassin versant de 350 km<sup>2</sup> de superficie, de la qualité de l'eau des rivières Yipin et Huangxi du district de Banan, au sud de la zone urbaine principale de la municipalité autonome. Chongqing Derun Environment mène le consortium chargé du projet et supervisera son exploitation et sa maintenance, selon les termes d'un contrat de 25 ans.

Ce projet va du traitement des eaux à la gestion des berges et à la protection de l'écosystème fluvial. Il s'inscrit dans le programme de préservation de l'amont du fleuve Yangtze, l'un des principaux axes du volet environnemental du Cercle économique Chengdu-Chongqing.

Active depuis 20 ans à Chongqing via Chongqing Derun Environment, dont elle détient 25,1 % de participation, Suez est présente dans de nombreux projets et contrats dans le domaine de l'assainissement, de la potabilisation et de la gestion des réseaux, de même que la gestion des déchets et la R&D. L'investissement de Suez à Chongqing dépasse actuellement 557 M EUR.

### Cercle économique Chengdu-Chongqing : publication d'un plan conjoint pour la neutralité-carbone

Le Sichuan et Chongqing ont publié un [plan](#) visant à faire de l'ensemble régional à l'horizon 2025 un modèle de développement « vert, bas carbone et circulaire », ainsi qu'une base nationale des énergies propres.

Reprenant pour beaucoup des annonces antérieures faites dans le cadre des documents de planification généraux du Cercle économique ou des plans quinquennaux des deux entités, le plan peut être divisé en deux volets :

- Le premier concerne les infrastructures vertes. Les deux régions doivent consolider la principale base nationale de production de gaz de schiste, visant une capacité de production de 100 Md m<sup>3</sup>. Les lignes de transmission électrique vont être modernisées pour permettre l'intégration des deux marchés électriques, permettant notamment de tirer le meilleur parti des fluctuations de l'approvisionnement hydroélectrique. Au niveau des transports, un corridor électrique et un corridor de l'hydrogène seront établis entre les deux municipalités, avec des capacités d'approvisionnement adaptées le long des axes autoroutiers principaux. Un centre des données de l'Ouest mettant en commun les capacités des deux régions dans le domaine du *cloud*, du *big data* et du calcul devra faire émerger des applications intelligentes dans le domaine énergétique et des services communs en faveur de l'internet industriel, voué à décarboner l'activité manufacturière.

- Un second volet porté sur les réglementations et la finance. Un effort de coordination particulier doit être fait sur les normes, notamment pour les « produits verts », les puits de carbone, la capture, l'utilisation et le stockage du carbone, les standards de comptabilisation des émissions. Une norme commune d'identification de projets « verts » doit être établie. Une mise en commun de l'effort fiscal en faveur des activités décarbonées sera réalisée. La finance verte sera harmonisée sous la forme d'outils financiers communs (obligations vertes et assurances vertes notamment).

**Hubei : CALB et Wuhan Guide Infrared dévoilent des projets d'investissement à Wuhan dans les secteurs des batteries et des équipements intelligents.**

Wuhan Guide Infrared, entreprise spécialisée dans la production d'appareils à infrarouge et caméras thermiques utilisés dans les secteurs de la métallurgie, de l'automobile, de la pétrochimie et la de sécurité a annoncé le 9 mars la construction d'une « base des équipements intelligents » dans la zone économique spéciale de la vallée optique, pour un coût de 1,3 Mds CNY et une mise en service prévue à l'horizon 2025. China Aviation Lithium Battery Technology (CALB), troisième fabricant de batteries chinois après CATL et BYD, a pour sa part dévoilé un investissement de 10 Mds CNY pour la construction d'une usine de batteries pour véhicules électriques dans la zone économique Zhuankou. Ces projets font l'objet d'un fort soutien du gouvernement provincial alors que les batteries et équipements avancés sont deux secteurs prioritaires dans le cadre de la stratégie de montée en gamme industrielle inscrite dans le 14<sup>e</sup> plan quinquennal du Hubei.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### **Secteur aérien : perte nette de 706 M USD en 2021 pour la compagnie aérienne Cathay Pacific mais en réduction de 75% par rapport à 2020**

La compagnie vient d'annoncer une perte de 5,5 Mds HKD (706 M USD) pour l'année 2021. Ce résultat est toutefois meilleur que le consensus des analystes référencé par Bloomberg (1,25 Mds USD), et marque également une forte amélioration par rapport à 2020 (perte nette de 21,65 Mds HKD soit 2,8 Mds USD). Cathay Pacific réduit ainsi en 2021 ses pertes de près de 75%. La compagnie hongkongaise est en effet parvenue à limiter ses coûts (-21,5% entre 2020 et 2021 pour les dépenses opérationnelles du groupe, dont -28,4% pour les coûts liés au personnel), tout en bénéficiant du dynamisme de son activité de fret aérien (+28,4% pour le revenu des activités de cargo), dans un contexte de demande mondiale accrue pour les biens de consommation et de hausse des cours du fret.

Cathay Pacific a fortement réduit son rythme de consommation de trésorerie au cours de l'année 2021, affichant même un résultat net positif au 2<sup>ème</sup> semestre 2021 (+2 Mds HKD soit 256 M USD). La compagnie dispose en outre d'un niveau toujours relativement élevé de liquidités (30,2 Mds HKD soit 3,9 Mds USD à fin 2021).

Les perspectives de Cathay Pacific pour l'année 2022 sont toutefois plutôt mauvaises en raison du récent renforcement des mesures de contrôle appliquées aux personnels navigants basés à Hong Kong ainsi qu'aux voyageurs : interdiction des arrivées de voyageurs en provenance de 8 pays dont la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis depuis le 8 janvier, quarantaine à l'hôtel imposée aux équipages de cargo pendant 7 jours). Cathay Pacific a réduit la fréquence de ses vols opérant désormais à 2% de ses capacités de transport de passagers pré-pandémique (contre environ 10% auparavant) et à un tiers de ses capacités de fret (contre 70% auparavant). La compagnie a annoncé le 24 janvier qu'elle s'attendait à de nouveaux flux de trésorerie négatifs après l'amélioration du second semestre 2021.

Le conglomérat britannique Swire, actionnaire principal de Cathay Pacific (à hauteur de 38% au 20 août 2021), a de son côté annoncé un bénéfice de 5,3 Mds HKD (677 M USD) pour 2021, après une perte de 3,9 Mds HKD (498 M USD) en 2020, grâce au dynamisme de « Swire Coca Cola » (+23% des bénéfices, soit 2,5 Mds HKD).

Le titre Cathay Pacific a bien réagi suite à cette publication de résultats, progressant de 5,2% le jour même (+9,4% depuis le début de l'année), de même pour le titre Swire Pacific (+4,8%).

### **Ventes de détail : progression de 4,1% au mois de janvier**

Les ventes de détail du mois de janvier ont dépassé les attentes (+4,1% en g.a contre un consensus Bloomberg de +0,4%) marquant tout de même un ralentissement après la progression de 6,2% observée en décembre. Cette progression a principalement été nourrie par les ventes des supermarchés (+10,6%) et des aliments et boissons (hors supermarchés), en hausse de 6,5%. Les ventes de produits de luxe continuent de progresser en g.a, bien que de manière moins importante qu'en décembre (+7,1% contre +24,1% le mois précédent).

Un ralentissement important est attendu au premier trimestre en raison du récent renforcement des mesures de distanciation sociale.

## **Bourse : nouvelle semaine de forte baisse pour les titres cotés à Hong Kong, le HSI atteignant son niveau le plus bas depuis presque 6 ans**

A la mi-journée du 11 février, l'indice HSI marquait un recul de 3,7% sur la séance, poussant sa contraction sur la semaine en cours à 8,3%. Fluctuant autour de 20 100 points, il atteint ainsi son niveau le plus bas depuis près de 6 ans.

Cette baisse, entamée en début de semaine en raison des craintes pour l'économie mondiale liées à l'invasion russe en Ukraine et du rebond épidémique en Chine continentale et à Hong Kong s'est accélérée le 11 mars après la publication par le régulateur américain SEC d'une liste de 5 entreprises chinoises susceptibles d'être délistées aux Etats-Unis en application du  *Holding Foreign Companies Accountable Act*  si elles refusaient de soumettre leurs documents d'audit à l'organisme public en charge du contrôle des audits des entreprises cotées américaines.

Parmi ces 5 sociétés (BeiGene, Yum China Holdings, Zai Lab Limited, ACM Research, HUTCHMED (China) Limited), 4 sont également cotées à Hong Kong et ont vu leur cours s'y contracter fortement à la mi-journée (-15% pour HUTCHMED, -12,15% pour Yum China Holdings, -7,9% pour BeiGene et -13,6% pour Zai Lab). Mais l'impact de cette annonce ne s'est pas limité aux seules sociétés visées par la liste américaine, affectant le sentiment global des investisseurs quant aux sociétés chinoises cotées à New York en raison du risque règlementaire accru, et donc également aux sociétés doublement cotées à Hong Kong et New York.

## **Macao**

### **Economie : le PIB de Macao progresse de 18% en 2021**

Les dernières statistiques du bureau des statistiques et du recensement macanais font état d'une croissance du PIB de 18% (g.a) en 2021 malgré une baisse de -4,4% sur le T4-2021. Les arrivées de visiteurs sont quant à elles en hausse de 30,7%, participant à la reprise dans le secteur du tourisme et des jeux (+43,7% pour les revenus du secteur). Les exportations de services ont augmenté de 62,1% en g.a dont les exportations de services de jeux et des services touristiques qui ont bondi respectivement de 45% et 127,2%. La consommation privée est en hausse de 7% en g.a, et les dépenses des administrations publiques de 0,3%. L'investissement (FBCF) est en contraction de 1,8%.

### **Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de 33,6% en janvier 2022**

En janvier 2022, les importations macanaises ont augmenté de 33,6% à 1,76 Mds USD : celles en provenance de Chine continentale ont progressé de 9,2% (à 540 M USD) et celles venant de l'UE de 50% (à 630 M USD). Les importations sont tirées par les achats de bijoux en or, parfums, maroquinerie et produits cosmétiques. La France demeure le 1er fournisseur européen de Macao (+77,4% en g.a à 349 M USD), devant l'Italie et la Suisse avec 19,8% de part de marché.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Taiwan

### Electricité : la nouvelle panne générale du 3 mars entraîne la démission du Chairman de Taipower

[La vaste coupure d'électricité du 3 mars 2022](#), qui a impacté environ 40% de la superficie de Taiwan (plus de 5 M de foyers et entreprises) et [divers secteurs clefs de l'industrie](#) (notamment les entreprises pétrochimiques et sidérurgiques...) se solde d'après un premier bilan à plus de 10 Mds TWD de pertes (plus de 320 M euros). Elle aura eu pour conséquence politique d'entraîner la démission du Chairman de l'entreprise publique Taipower, YANG Wei-fuu, et de son Président, CHUNG Bin-li. A ce stade, c'est le Vice-Ministre TSENG Wen-sheng qui reprend les commandes par intérim, assisté du VP Distribution de Taipower WANG Yao-ting, nommé Président. Les autorités ont tenu à souligner très rapidement que le « black-out » n'était pas dû à une pénurie d'électricité (24% de réserves étaient disponibles au moment de la panne) mais à une erreur humaine lors d'une opération de maintenance sur la centrale thermique de Hsinta à Kaohsiung (7,4% de la capacité installée de l'île). Ce site était déjà à l'origine des deux pannes d'électricité intervenues le 13 et 17 mai 2021. Si Terry GOU, le fondateur de Foxconn, avait déjà fin décembre 2021 mis en garde les autorités sur le risque de coupures d'électricité en 2022, c'est le patronat taiwanais via la *Chinese National Federation of Industries* qui s'est positionné cette fois-ci pour faire des propositions constructives dans les 6 mois à venir au gouvernement, afin de faire face à cette situation qui « n'est désormais plus un cas isolé ». Du côté de l'industrie des semi-conducteurs, qui n'a pas été impactée cette fois-ci, les grands acteurs qui sont localisés au sein des parcs scientifiques sont très inquiets à l'approche de l'été. [Le plus gros consommateur d'électricité de l'île](#), TSMC (5,9% de la consommation totale) cherche ainsi diverses solutions, notamment pour diminuer la consommation de ses équipements de lithographie EUV 10 fois plus énergivores que les modèles traditionnels à ultraviolet profond (DUV). Alors qu'il prenait ses nouvelles fonctions, le Vice-Ministre TSENG a déjà annoncé [plusieurs mesures](#) (étendre la capacité du réseau, renforcer la formation et le recrutement, créer une division de gestion des risques...) pour pallier aux difficultés de Taipower alors même que la consommation d'électricité devrait augmenter de 2,5% par an jusqu'en 2027, et que plusieurs centrales à charbon et nucléaires vont être arrêtées d'ici 2025.

### Réserves de change : Taïwan a enregistré une 7ème hausse mensuelle consécutive en février 2022

La banque centrale de Taïwan (CBC) a récemment annoncé que [les réserves de change avaient atteint 549,9 Mds USD fin février 2022](#), soit une augmentation 1,1 Mds USD par rapport au mois précédent. La CBC, attribuant cette progression à la bonne gestion des réserves en devises, a indiqué que [par rapport au USD, la plupart des monnaies étrangères se sont appréciées en février](#), y compris l'euro (+0,56%), la livre sterling (+0,16%), le yuan chinois (+0,73%) et le yen japonais (+0,1%). Le TWD qui s'est renforcé progressivement depuis 2020 (de 30,205 pour 1 USD en mars 2020 à 27,678 en janvier 2022, enregistre un affaiblissement léger début mars (à 28,250 le 7 mars). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD détenus par des investisseurs étrangers atteignaient, fin février, 710,3 Mds USD, représentant 129% du montant des réserves de change. Selon la CBC, Taiwan se place au 5ème rang mondial en termes de réserves de change, derrière la Chine, le Japon, la Suisse et l'Inde.

## Indice de perception de la corruption : Taïwan progresse au 25ème rang mondial en 2021

Dans le classement 2021 de l'indice de perception de la corruption, publié par l'ONG anti-corruption Transparency International, [Taïwan apparaît à la 25ème place parmi 180 pays et territoires gagnant ainsi trois places par rapport à 2020](#). Parmi les pays d'Asie-Pacifique, Taïwan occupe la 6ème place derrière la Nouvelle Zélande (1e), Singapour (4e), Hong Kong (12e), l'Australie (18e) et le Japon (18e). Le classement, élaboré en 1995, classe les pays et territoires selon le niveau de corruption perçue dans le secteur public, sur une échelle allant de zéro (fortement corrompu) à 100 (faiblement corrompu).

## Bourse : le TAIEX clôture en baisse de 3,15% suite au régime de sanctions économiques adopté à l'encontre de la Russie

Dans un contexte des sanctions économiques contre la Russie et de hausse des prix pétroliers, [l'indice TAIEX a clôturé le 7 mars 2022 à 17 178 points, enregistrant une baisse de 3,15% \(environs 557 points\)](#). La valeur des transactions journalière s'est établie à 456 Mds TWD (environ 16 Mds USD), atteignant le niveau le plus élevé depuis plus de sept mois selon le Taiwan Stock Exchange (TWSE). Les ventes des actions locales, par les investisseurs étrangers, ont également connu une hausse à 82,2 Mds TWD, deuxième niveau le plus élevé après 94,4 Mds TWD enregistrés fin février 2021. Parmi les sociétés cotées, la valeur de TSMC chute de 3,19% à 576 TWD, contribuant négativement (-150 points) à l'évolution du TAIEX; le secteur des composants électroniques et celui des semi-conducteurs baissent de 3,49% et 3,65% respectivement. Le TWSE estime néanmoins que l'impact de la crise ukrainienne sur Taïwan ne devrait pas être très important, les autorités tablent toujours sur une croissance économique de plus de 4% en 2022.

## Secteur financier : Cathay Financial enregistre une progression de ses bénéfices malgré son exposition à la Russie

Dans son rapport financier publié début mars, Cathay Financial a annoncé qu'au cours des deux premiers mois de 2022, [les bénéfices du groupe ont représenté 22,3 Mds TWD \(721 M EUR\)](#), 2ème résultat le plus élevé après le montant record enregistré au cours de la même période en 2021 (38,9 Mds TWD). Par ailleurs, Cathay évalue la perte sur ses investissements en Russie (environ 20 Md TWD au total fin janvier 2022, principalement en placements obligataires) à 2,6 Md TWD (près de 84 M EUR). Selon l'association des compagnies d'assurance-vie taïwanaise et le régulateur des marchés financiers (FSC), les investissements des assureurs-vie taïwanais en Russie s'élevaient, fin janvier, à 138 Mds TWD, contre 5 Mds TWD pour le secteur bancaire soit un niveau d'exposition relativement limité aux conséquences d'une probable dégradation de la situation économique en Russie.

## Egalité entre les sexes : Taïwan arrive en haut du classement en Asie

D'après [un rapport](#) compilé par [le gouvernement taïwanais](#) sur l'égalité entre les sexes, Taïwan est classé sixième dans le monde et premier en Asie. Le rapport suit la méthodologie de l'indice sur les inégalités de genre (IIG) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui permet de mesurer la disparité entre les sexes. [Trois données sont à retenir](#) : le taux d'activité des femmes de 51,4% en 2020 (soit une progression de 1,5 pb en dix ans), l'écart de rémunération horaire de 14,8% entre les hommes et les femmes et la part des femmes au sein du Yuan législatif qui atteint 42,5%.

## Start-up : Perfect Mobile, une nouvelle licorne à Taiwan

[Perfect Mobile](#), détenue à hauteur de 36,3% par la société de multimédia Cyberlink Corp., s'apprête à être cotée au NASDAQ au T3 2022. La start-up taiwanaise qui offre des solutions digitales (IA et AR) aux consommateurs (modélisation 3D du visage et des mains, diagnostics...) compte désormais parmi ses investisseurs [Chanel Inc](#) et [Shiseido Co](#). Sa valorisation boursière pourrait atteindre 1,4 Mds USD après son introduction en bourse.

# Mongolie

## Economie et finance : la dette extérieure a atteint 33,2 Mds USD en 2021

La dette extérieure a atteint 33,2 Mds USD en 2021 selon la Banque centrale, soit 2,5% de plus qu'en 2020. La dette du gouvernement représente 25,5% (8,4 Mds USD) du total de la dette extérieure. Par ailleurs, les réserves en devises étrangères sont en déclin, à 3,9 Mds USD au mois de janvier (-9,6%), en raison de la dépréciation du tugrik par rapport au dollar et au renminbi. La balance des paiements et la balance commerciale étaient déficitaires de 340,9 M USD et 16,1 M USD respectivement au mois de janvier, en raison d'une baisse des exportations de matières premières.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet  
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Hu Haowei, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : [camille.paillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:camille.paillard@dgtresor.gouv.fr)